

- Dans “ZUT”, le réalisateur François de Saint Georges confronte l’engagement de citoyens qui dénoncent l’utilisation des pesticides agricoles et les réalités des agriculteurs conventionnels.
- Un documentaire présenté en avant-première dans le cadre du festival Alimenterre.

# “L’agriculture industrielle est vouée à disparaître”

Entretien Gilles Toussaint

**C**omédien, auteur et metteur en scène, François de Saint Georges explore un nouvel horizon avec un premier documentaire présenté en avant-première à l’occasion du festival Alimenterre (ce mercredi 14 septembre à 19h au cinéma Galeries à Bruxelles). Intitulé *ZUT – Zones urgentes à transformer*, son film rend hommage à l’engagement d’une poignée de citoyens “ordinaires” de la commune de Fernelmont qui, à la suite de la multiplication des cas de cancer dans trois rues de leur village situées à proximité des champs, dénoncent inlassablement l’utilisation des pesticides agricoles.

Si le réalisateur voit lui aussi le recours aux intrants chimiques comme un obstacle à la transition agroécologique, il a l’intelligence de ne pas s’arrêter à la dénonciation en tournant également sa caméra vers une agricultrice conventionnelle qui explique les réalités et les difficultés de son métier, ainsi que les efforts réalisés dans un contexte global qui ne facilite pas les changements.

**Vous essayez de créer un pont vers le monde agricole qui est aujourd’hui souvent pointé du doigt. A-t-il été facile d’établir ce dialogue ?**

J’ai rencontré Anne Bedoret, l’agricultrice qui témoigne dans le film, par l’intermédiaire du Pr Philippe Baret (professeur à la Faculté des bioingénieurs de l’UCLouvain et spécialiste en agroécologie). Elle ose parler sans tabou, expliquer les choses et la réalité de son métier pour faire savoir que leurs pratiques ont vraiment évolué. Les agriculteurs ont été contraints d’évoluer, car les législations européennes sont de plus en plus contraignantes avec les produits. La plupart des agriculteurs conventionnels font des efforts.

La question est de savoir s’il faut provoquer un changement plus radical ou accepter qu’à un moment donné, on va arriver au maximum de l’effort et qu’on ne pourra pas aller plus loin. Elle explique que si on lui retire encore trois produits, en fait, ils ne pourront plus travailler comme ils travaillent. Mais alors, comment vont-ils travailler ?

**Votre film avance que les agriculteurs sont piégés dans le système actuel axé sur une production maximisée et tournée vers l’exportation. Mais il en ressort que tout arrêter du jour au lendemain n’est pas possible. Comment faire alors ?**

C’est une très bonne question. À mon sens, on ne met encore et toujours pas assez de moyens dans les alternatives. Et on utilise l’inertie des agriculteurs conventionnels pour ne pas chercher ces transformations. On devrait prévoir l’arrêt de l’utilisation de ces produits. Tout le monde le sent venir, mais j’ai l’impression que, comme pour beaucoup de décisions politiques de ce genre, on attend d’être vraiment au pied du mur pour commencer vraiment à se mettre au travail.

Au niveau européen, on a interdit un nombre incroyable de produits ces dernières années. Le mancozèbe, entre autres, qui est le fongicide le plus utilisé dans le monde. C’est une pierre angulaire de l’agriculture productiviste de la betterave et de la patate. Le problème, c’est qu’il continue à bénéficier régulièrement de dérogations pour son utilisation, notamment en Belgique. Si on retire vraiment un

produit comme celui-là et un produit comme le glyphosate, le modèle de l’agriculture industrielle ne marche plus. Et il deviendra absolument nécessaire de trouver une autre manière de faire.

**La situation ne risque-t-elle pas de n’être plus viable pour un grand nombre d’agriculteurs, notamment les exploitations familiales ?**

Il est certain que tout doit être fait pour que l’agriculture familiale demeure, peut-être même certains compromis. À mes yeux, le changement viendra de l’agriculture historique, familiale. C’est cette agriculture-là qui pourra éventuellement faire évoluer les choses dans le bon sens. La toute petite agriculture de niche aura beaucoup de difficultés à s’imposer comme modèle. Et l’agriculture industrielle est vouée à disparaître.

La chose qui est problématique, c’est que même quand ils savent qu’on va arrêter d’utiliser des produits, certains groupements, comme ceux qui représentent les betteraviers, par exemple, traînent en disant qu’ils n’ont pas d’alternatives. Il n’y a pas

assez de travail de préparation qui est réalisé pour permettre ce changement.

Un certain nombre de scientifiques disent que l’on ne se donne pas vraiment les moyens de développer d’alternatives. En même temps, il faut reconnaître que ces alternatives sont complexes. On parle de passer d’un produit toujours efficace à 100%, à un produit qui, d’année en année, ne sera peut-être pas aussi efficace. Il y aurait donc des pertes de rende-

*“Le changement viendra de l’agriculture historique, familiale.”*



**François de Saint Georges**  
Réalisateur de “ZUT”





Interpellée par la multiplication du nombre de cancers dans sa commune, Marie-Thérèse Gillet a endossé l'habit de militante pour dénoncer les dangers liés à l'utilisation des pesticides agricoles.

ment et, dans la mondialisation actuelle, les marges sont tellement faibles qu'une petite perte de rendement, c'est catastrophique pour certains agriculteurs. Philippe Baret fait une proposition, qui à mon avis est un peu utopiste, mais qui mérite d'être posée: "continentaliser" la production au niveau européen. En résumé, l'idée est que l'Europe se concentre sur son propre marché agricole et sa consommation intérieure plutôt que de vouloir continuer à avoir un marché toujours davantage tourné vers l'exportation. On voit tous les problèmes que cela soulève, mais en se posant cette question, on commence à mettre en marche quelque chose qui est porteur de transformation. L'autre enjeu est lié aux traités internationaux que l'Europe n'arrête pas de conclure. On doit exporter nos standards. On doit dire au pays de l'autre côté du monde que nous ne voulons pas de légumes produits avec des substances que nous avons interdites chez nous. De cette manière, ces pays seront obligés de changer leurs pratiques, et leurs producteurs se retrouveront à égalité avec nos agriculteurs qui, eux, se voient imposer des conditions plus difficiles.

**L'UE interdit l'utilisation de certains produits sur son territoire, mais on continue néanmoins à les produire pour les exporter à l'étranger. Cette attitude ne revient-elle pas à tirer une balle dans le pied des agriculteurs européens ?** Oui, c'est pour ça que je pose la question de fermer le marché européen. Si on s'applique des règles très strictes, on doit faire profiter nos agriculteurs de notre marché dans de bonnes conditions parce qu'on leur demande des efforts. Ou alors on doit avoir des règles qui disent aux autres pays que nous ne voulons pas de denrées alimentaires dans lesquelles se trouvent des produits que nous considérons comme dangereux. De cette façon, l'air de rien, on protège le reste de la planète et on fait évoluer l'agriculture.

## À savoir

### Alimentterre, mon cher Watson

#### La 14<sup>e</sup> édition du festival Alimentterre

début ce mardi 13 septembre et se déroulera jusqu'au samedi 17 septembre. Organisé par l'ONG SOS Faim, cet événement propose à nouveau au public une riche programmation qui a pour objectifs de sensibiliser les citoyen(ne)s aux enjeux de l'agriculture paysanne et de faire connaître des pistes d'actions vers des systèmes agricoles plus justes et plus durables. L'édition 2022 marque également le lancement d'une campagne dénonçant les pesticides comme des obstacles à la transition agroécologique, alors que l'Union européenne autorise les exportations de substances dont elle interdit l'usage sur son propre territoire. Huit films sont à l'affiche cette année ainsi que, pour la première fois, en partenariat avec le Brussels International Fantastic Film Festival, une série de courts-métrages de science-fiction et d'anticipation qui invitent les spectateurs à penser et imaginer l'avenir de nos sociétés au-delà des crises à répétition qu'elles traversent. Le festival Alimentterre propose également divers débats, ateliers et autres moments festifs (concerts...) organisés dans diverses salles à Bruxelles et dans plusieurs villes de Wallonie (Ottignies, Charleroi, Namur, Mons, Liège, Arlon et Verviers). Le programme complet est disponible en ligne: <https://festivalalimentterre.be/>

## À savoir sur les vaccins

Nourrir le dialogue familial indispensable autour des vaccins: tel est l'objectif du guide *Les vaccins, ce que tu dois savoir* (en vente en librairie, 8 €), paru sous la direction de Michel Goldman, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles et membre de l'Académie royale de médecine de Belgique, et du D<sup>r</sup> Charlotte Martin, cheffe de clinique en maladies infectieuses au CHU Saint-Pierre à Bruxelles. Destiné à un public non averti, avec une volonté de le rendre accessible aux enfants, cet ouvrage explique les bases de la vaccination, "ces piqûres qui nous protègent".

On y répond à des questions sur les vaccins contre le Covid-19, la coqueluche, le papillomavirus humain, le virus Ebola... On y explique, par exemple, que la vaccination en cours de grossesse consiste à stimuler le système immunitaire d'une future maman. "Cette immunisation maternelle permet de protéger la femme enceinte et son enfant à naître contre les maladies infectieuses." On y trouve aussi un glossaire bien utile.

L. D.

→ <https://bit.ly/co/E3Lg>

## Pneumocoque et vaccination

Le Conseil supérieur de la santé (CSS) recommande la vaccination contre les infections à pneumocoque pour les seniors et les adultes souffrant de certaines maladies chroniques ou de diabète. Dans un récent avis, le CSS recommande de vérifier régulièrement le statut vaccinal des patients ainsi que des sujets admis ou résidant en institution de soins et de discuter avec eux des indications du vaccin antipneumococcique.

Actuellement, la couverture vaccinale contre les maladies à pneumocoque du groupe cible adulte s'élève à 18-32% en Belgique. Selon le CSS, elle pourrait évoluer afin de mieux protéger des infections suivantes: pneumonie, septicémie, méningite, sinusite, otite moyenne et exacerbations aiguës d'affections pulmonaires chroniques obstructives.

Un groupe de travail présidé par le Pr Yves Van Laethem a déterminé que les patients qui pourraient bénéficier du vaccin sont les adultes présentant un trouble immunitaire ou d'autres antécédents les exposant à un risque accru d'infection pneumococcique, les adultes présentant du diabète ou des maladies chroniques du cœur, des poumons, du foie, des reins ou du système nerveux. Il devrait aussi être proposé aux personnes en bonne santé de 65 ans et plus.